République Française — Liberté - Egalité - Fraternité — DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE DU 23 NOVEMBRE 1958

Maxime BERRIN

Ouvrier Typographe
Ancien Combattant
Prisonnier de Guerre 1939-1945
CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Mes chers Concitoyens,

La Fédération des Basses-Alpes du Parti Communiste Français m'a désigné comme candidat dans la 1ere circonscription électorale (Digne — Barcelonnette — Sisteron) avec comme suppléant Paul MARTIN.

Dans cette région du Département que nous connaissons bien, nous avons, trente années durant, participé à toutes les actions en faveur de la défense de nos populations, de la renaissance économique des Basses-Alpes.

Nos élus communistes ont été bien souvent, depuis la Libération, en 1944, à l'origine des réalisations les plus marquantes dans notre département. L'édification des barrages et le programme d'équipement de la Durance sont, en grande partie, dûs à l'activité de Marcel PAUL, Ministre communiste de la Production Industrielle, et de Pierre GIRARDOT, Député des Basses-Alpes. De même que l'effort de construction de logements et de reconstruction des immeubles sinistrés a bénéficié du bon départ donné par François BILLOUX, Ministre de la Reconstruction.

L'extension de l'électrification, les adductions d'eau et les constructions scolaires ont été facilitées par leur travail et leur persévérance. Seule la limitation des crédits, depuis que notre pays s'est engagé dans des guerres coloniales sans issue, a été un frein à leur esprit réalisateur. Le rétablissement de la paix en Algérie est la condition primordiale d'un essor nouveau. Nous n'avons cessé depuis quatre années de lutter pour obtenir une solution négociée, nous continuerons à le faire, appuyés par l'opinion publique. La cessation de la guerre ouvrira la voie à l'application du programme départemental que nous soumettons à vos suffrages :

— Mise en chantier, sans retard, du plan d'équipement de la Moyenne-Durance.

— Suppression totale des abattements de zone de salaire pour les travailleurs du bâtiment, les fonctionnaires, employés, et tous les salariés.

— Vote de la proposition de loi Pierre Girardot tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin.

— Défense de la production laitière, de la petite viticulture et de toutes les productions venant de l'exploitation familiale agricole par la suppression des subventions à la grande propriété capitaliste, le relèvement du pouvoir d'achat des consommateurs et la protection contre les effets néfastes du Marché Commun.

— Construction de centaines de nouveaux logements à loyer abordable.

— Multiplication des Centres d'Apprentissage.

— Accélération du programme de constructions scolaires par l'obtention de crédits plus importants.

— Mise en valeur hardie du climatisme et soutien à tous les projets de création de maisons de repos et de convalescence.

— Défense des revendications des travailleurs des Ponts et Chaussées et de l'Hôtellerie dont le travail permet un nouvel essor du tourisme.

— Programme forestier et crédits pour la protection contre les torrents.

— Achèvement de l'électrification et crédits pour les adductions d'eau.

— Maintien des lignes ferroviaires St-Auban-Digne et Digne-Nice et soutien des revendications des cheminots.

— Généralisation des services d'accouchement sans douleur dans les maternités.

— Aide plus généreuse aux sociétés sportives et culturelles. Amélioration des stades et aménagement de nouveaux terrains.

— Soutien de tous les projets et initiatives tendant à maintenir et développer l'activité artisanale, industrielle, commerciale et agricole du Département dont maintes ressources sont encore inexploitées. Les initiatives en faveur de l'équipement vont toujours de pair avec la défense des droits et des intérêts des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants.

VIVENT LES BASSES-ALPES !
VIVE LA REPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

IMP. R. VIAL - DIGNE

LE PROGRAMME ELECTORAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui, il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres, il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale.

Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1.) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales, retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat, aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2.) PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux (y compris la Guinée) des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3.) POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4.) REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

- De donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française.
- De donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5.) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs jeunes ménages.

6.) RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

- Par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution.
- Par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, liberté de la presse et de réunion.
- Par le contrôle du peuple sur ses élus.
- Par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe de communistes important et lui donner l'autorité de millions de voix,

Pour la victoire de la République,

Pour l'avenir de la France,

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français.

Le 22 octobre 1958.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.